9 avril 2010 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Silvio Berlusconi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, notamment sur les relations franco-italiennes dans le cadre de l'Union européenne, à Paris le 9 avril 2010.

Mesdames et Messieurs
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres italiens et français,
Nous sommes très heureux de recevoir aujourd'hui le Président du Conseil italien, Silvio BERLUSCONI, et une délégation importante du gouvernement italien. Ce n'est un secret pour personne que la France et l'Italie sont liées par une amitié, une proximité et des convergences de vue extrêmement fortes. Ce Sommet nous permet d'apporter du concret sur un certain nombre de dossiers.
Le premier, c'est la sécurité énergétique, et je veux rendre hommage à la décision historique du gouvernement italien de M. BERLUSCONI de faire le choix du nucléaire. C'est une décision extrêmement importante qui rapproche encore davantage la France et l'Italie.
Nous avons signé, nous allons signer des accords opérationnels dans tous les domaines du nucléaire. Notre volonté c'est de travailler main dans la main avec les entreprises italiennes pour développer la filière nucléaire. Les ambitions du gouvernement italien sont très importantes, je crois que dès l'année 2013, la France, ses entreprises, nous sommes vraiment décidés à investir dans le travail avec les Italiens, à former vos cadres, à travailler avec vous sur le sujet et bien sûr le travail en commun, de grands groupes comme EDF, comme ENEL, comme Ansaldo, comme Areva et d'autres, c'est vraiment quelque chose qui fonctionne bien, que l'on avait lancé à Rome il y a un an et sur lequel on va plus loin aujourd'hui.
Je voudrais également dire combien nous sommes heureux du rapprochement franco-italien sur le ferroviaire, dans le domaine du transport, nous le disons très clairement François FILLON et moi, d'un côté avec les ministres, et le Président BERLUSCONI de l'autre, il n'y a pas de place pour une guerre du rail entre l'Italie et la France, cela n'a pas de sens. C'est absurde à l'heure de l'ouverture des frontières. On va travailler ensemble.
Je voudrais dire également un mot de la sécurité européenne. Vraiment, l'Italie et la France sont deux pays qui dépensent beaucoup de moyens pour la sécurité de l'Europe. Nous avons décidé de rapprocher nos unités de montagne, où vous avez une grande expérience et nous aussi. Nous voulons faire davantage : nous allons rapprocher nos industriels £ nous avons beaucoup de travail et de pain sur la planche.
Enfin, comme nous l'avions fait sur l'immigration, où la France et l'Italie ont été moteur dans le Pacte Européen d'immigration, nous allons continuer à travailler ensemble. On ne peut plus rester dans cette situation d'indécision pour porter une politique d'immigration européenne et nous souhaitons travailler ensemble, l'Italie et la France, sur des dossiers très importants : la régulation du prix des matières premières- pas simplement agricoles, toutes les matières premières. Dans le cadre du G8, dans le cadre du 20, dans le cadre de l'Europe, nous

travaillerons ensemble. Sur la contribution aux frontières de l'Europe, la contribution climatique aux frontières, l'Italie et la France, nous allons travailler ensemble pour faire des propositions. Sur l'évolution du système de la concurrence en Europe, nous voulons travailler ensemble et nous avons décidé que dans le cadre de la Présidence française du G8 et de la Présidence française du G20, l'Italie doit être associée pour apporter la force que représente la troisième économie d'Europe. Voilà. C'est donc vous dire que pour nous ce Sommet n'est que la partie visible d'un travail en commun qu'ont mené les ministres et qui se développera dans les semaines et les mois qui viennent.

Bienvenue au gouvernement italien, bienvenue au Président BERLUSCONI.

M. SILVIO BERLUSCONI -- Merci Monsieur le Président. Le Président a déjà exposé tous les accords qui ont été signés entre nous ce matin. Ce que je peux dire c'est que la volonté de l'Italie de collaborer avec la France et de mener une collaboration intensive en vue du prochain G8 et G20 a été très claire dans notre rencontre d'aujourd'hui. Nous voulons vraiment pouvoir conjuguer nos efforts afin de trouver des solutions sur tous les thèmes qui restent ouverts en Europe. Nous avons parlé également du soutien à la Grèce. Nous sommes parfaitement d'accord sur le fait la Grèce appartient à la zone euro et il importe donc de notre part de donner tout notre soutien. Et nous avons intérêt, d'ailleurs, à donner notre soutien, sinon on aura des conséquences bien négatives sur notre monnaie ainsi que sur notre économie.

En ce qui concerne évidemment la France et l'Italie, nous sommes très proches, nous sommes le troisième importateur vis-à-vis de la France et la France est le deuxième pays après l'Allemagne en ce qui concerne les importations italiennes. Nous avons une culture, une tradition commune. Les personnes de ma génération n'étudiaient pas l'anglais, mais pendant huit ans étudiaient dans des écoles françaises. Donc nous sommes proches même d'un point de vue culturel.

C'est pour cela que j'estime que, dans une Europe où nos économies représentent presque 40% du PIB européen, travailler ensemble c'est quelque chose de nécessaire et de positif. C'est pourquoi nous nous réjouissons, avec tous nos ministres qui ont eu des entretiens et qui ont mené à la concrétisation d'une collaboration réelle par vingt accords qui ont été signés aujourd'hui.

Merci pour l'accueil, vu que moi, quand j'étais jeune, j'étais ici à Paris. Je suis un peu touché à chaque fois que je viens à Paris et quand je regarde le ciel, c'est le ciel le plus beau du monde.

QUESTION -- La question pour le Président du Conseil. J'aimerais savoir si la France ou l'Italie partage cette vision d'une Europe qui protège les citoyens, dans la mesure où récemment il y a eu quelques problèmes, notamment avec l'Allemagne et la Grèce.

Est-ce que cette coopération entre Rome et Paris pourrait devenir un axe privilégié en vue, notamment, des prochains rendez-vous internationaux très importants ?

M. SILVIO BERLUSCONI - C'est exactement ce que nous avons dit. Nous avons réitéré notre désir de travailler ensemble pour une Europe qui protège ses citoyens. Donc, je confirme tout à fait ce que vous avez indiqué.

LE PRESIDENT -- C'est tout à fait la vision que nous avons de l'Europe. L'Europe est faite pour protéger, ce qui ne veut pas dire que nous voulons du protectionnisme. Mais si parfois l'Europe est incomprise par les Européens eux-mêmes, c'est parce qu'ils ont le sentiment que toutes les autres régions du monde se protègent et que l'Europe ne devra pas surprotéger. L'Europe doit se protéger. Elle doit investir dans l'innovation et, en même temps, exiger la concurrence loyale et refuser la concurrence déloyale.

J'étais aux Etats-Unis la semaine dernière. Nous allons nous y retrouver lundi soir, aux Etats-Unis. Il est parfaitement normal que le Président des Etats-Unis défende les intérêts de l'économie américaine. Personne ne lui en fait le reproche. Nous irons pour l'exposition universelle à Shanghai, en Chine, en Inde, en Asie. Chacun comprend que le rôle d'un gouvernement, c'est de protéger ses concitoyens sans qu'il soit accusé de protectionnisme. L'Europe est pour l'économie de marché, pour la liberté des échanges mais ne peut pas être naïve. L'Italie et la France refusent une forme de naïveté, exigent que l'on porte les intérêts de la Politique Agricole Commune qui est un élément de la puissance, exigent que l'on étudie la contribution climatique aux frontières de l'Europe pour protéger nos industries. On ne peut pas

contribution climatique aux frontières de l'Europe pour protéger nos industries. On ne peut pas imposer à nos éleveurs des règles de traçabilité et de sécurité alimentaire qui ne sont respectées nulle part ailleurs dans le monde et continuer à importer des produits qui ne respectent pas ses règles.
Le protectionnisme serait la pire des choses, mais la concurrence déloyale et la naïveté conduiraient à la destruction de l'Europe. Nous voulons une Europe qui ne soit pas hésitante quand il s'agit de défendre ses valeurs et ses convictions.
M. SILVIO BERLUSCONI - ...ses entreprises et les intérêts des citoyens, de chaque citoyen.
QUESTION -- A propos de politique européenne justement, la France et l'Italie font partie des pays dont les déficits sont jugés préoccupants par les autorités européennes. Pensez-vous pouvoir, l'un et l'autre, ramener les déficits dans les clous européens sans être contraints, à un moment donné, soit d'augmenter les impôts, soit de réduire les dépenses publiques dans des proportions telles qu'elles s'apparenteraient à un plan de rigueur ?
Et si vous le permettez, Monsieur le Président, s'agissant de la France, peut-on imaginer un prélèvement spécifique pour réformer nos retraites qui ne soit pas par définition une augmentation de nos impôts ?
LE PRESIDENT - Sur les déficits, avec François FILLON, avec Christine LAGARDE, avec Eric WOERTH et aujourd'hui François BAROIN, nous avons engagé une action très déterminée. J'en veux une preuve concrète. Le déficit prévu dans la loi de Finances 2009 était de 8,2. Il a été révisé en cours d'année à 7,9. A l'arrivée, exécuté, ce n'est pas une prévision, c'est 7,5. Et sur la Sécurité sociale, le déficit était prévu à 23,4 Mds pour 2009. Il sera à 23 Mds. Je ne m'en satisfais pas, mais nous avons aussi le droit, nous les Français, de considérer que quand quelque chose s'améliore, c'est une bonne nouvelle.
Deuxième élément, je le dis pour nos amis italiens, nous avons engagé une politique qui est extrêmement volontariste avec le Premier ministre de ne pas remplacer plus d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite. 100 000 postes de fonctionnaire ont été supprimés en trois ans. Jamais aucun gouvernement français n'avait engagé une action aussi profonde et elle continuera.
Troisièmement, à la Commission, nous allons donc transmettre des chiffres qui seront meilleurs que ce que nous avions prévu. Et pourquoi ? Parce que nous avons 0,4 point de déficit constaté en moins. Nous sommes en train d'en parler avec le Premier ministre et le ministre du Budget. Nous rendrons bientôt les arbitrages.
Enfin, dernier point, vous avez certainement vu que les agences de notation auxquelles vous attachiez beaucoup d'importance, ont confirmé le triple A stable pour la France.
Enfin, la réforme des retraites. Nous allons l'engager cette réforme des retraites. Nous annoncerons, une fois la concertation engagée par le ministre Eric WOERTH, ce qu'elle contiendra. Et sur l'augmentation d'impôts, vous savez ce que j'en pense depuis longtemps. Mais on aura l'occasion d'en reparler, c'est aussi un signal très clair engagé sur la volonté de la France de pérenniser le système des retraites. Il y a aujourd'hui une retraite sur dix qui n'est pas financée. De toute façon, cette situation ne peux pas durer, et c'est la raison pour laquelle nous engageons la réforme des retraites. Elle sera présentée devant le Parlement au tout début de l'automne, en septembre, de façon à ce que les décisions soient prises, et c'est à ce moment là, qu'on pourra faire le point très précis du contenu de ce plan.
M. SILVIO BERLUSCONI -- En ce qui nous concerne, nous sommes sereins. Nous sortons de cette crise générale la tête haute, tel que le système bancaire français, notre système bancaire s'est avéré très solide, il n'y a pas eu besoin d'aide de l'Etat. Les chiffres, en ce qui concerne le déficit et la dette, sont comme prévu. Aujourd'hui dans la presse italienne il y a des rumeurs qui concernent une éventuelle adaptation de la loi de Finances. Et voilà que je me retrouve à devoir démentir encore une fois cette nouvelle qui, d'ailleurs, a été démentie déjà hier par notre ministre des Finances. Nous avons hérité des gouvernements du passé d'une dette très élevée. Nous avions eu un compromis historique entre le parti socialiste, la démocratie chrétienne, ainsi que le parti communiste, qui ont réussi des miracles négatifs de multiplier par huit la dette publique de 1950 à 1982. Mais malgré tout cela, nous avons réussi à avoir de bons comptes. Nous avons des émissions nouvelles de la dette publique et normalement la demande du marché représente 2-3

fois le montant de l'émission, donc c'est une preuve de la confiance que les citoyens donnent à notre gouvernement, ainsi qu'à notre Etat.
En ce qui concerne notre action pendant la crise, nous avons donné un soutien aux entreprises. Nous avons diminué les impôts. Nous avons étendu les aides d'Etat à toutes les personnes qui ont perdu leur poste de travail et nous avons augmenté les retraites minima à des millions de citoyens. En tant que gouvernement, nous avons agi de façon rapide à toutes les urgences comme, par exemple à Naples, la Campanie, la question des déchets.
Nous remercions le Président SARKOZY pour l'aide à la reconstruction de l'église à L'Aquila. Et nous avons, je pense, eu et joué un rôle moteur et important en ce qui concerne notre politique étrangère, y compris par le G8 de L'Aquila. Donc nous avons eu de bons résultats, également aux élections. En tant que Président du Conseil italien, et de son équipe magnifique de gouvernement, il y a une très bonne solidarité et une très grande volonté de travailler et de moderniser notre pays. Nous avons déjà vu plusieurs réformes d'envergure, dont une qui vous concerne de près, parce que c'est le présidentialisme français que nous prenons comme exemple. Donc, s'il y a des problèmes, s'il vous plait, communiquez-les-moi. Nous avons également une grande réforme sur la justice qui s'impose, ainsi qu'une modernisation de notre régime fiscal, parce qu'il y a des lois fiscales qui vraiment mettent en difficulté des experts qui ne savent pas quoi répondre aux citoyens. Nous sommes en train déjà de travailler pour les trois prochaines années et devant nous, nous avons vraiment un travail important et concret à faire et nous avons un pays qui s'est bien porté pendant la crise.
QUESTION -- Une question au Président BERLUSCONI et une au Président SARKOZY. J'ai eu l'impression que le Président BERLUSCONI était presque jaloux quand il parlait du présidentialisme à la française et du pouvoir de Monsieur SARKOZY, est-ce que cela peut être considéré comme une méthode constitutionnelle à envisager pour l'Italie? On parle d'un double tour. Alors est-ce que vous êtes d'accord pour copier tous les systèmes français ?
Pour le Président SARKOZY, les rapports entre le gouvernement italien et la presse italienne, ont été un peu complexes, mais jamais nous ne sommes arrivés au limogeage d'un journaliste, est-ce que vous vous en sentez un peu responsable ?
M. SILVIO BERLUSCONI -- En ce qui concerne la question que vous m'avez posée, nous avons un système constitutionnel qui a été élaboré par les pères de la Constitution après vingt ans de régime fasciste. A l'époque, les pères de la Constitution ont choisi un système basé sur les assemblées pour éviter une puissance extrême de l'exécutif. Mais ils ont été un peu trop loin parce qu'ils ont donné tout le pouvoir au Parlement et aucun pouvoir à l'exécutif et au chef de l'exécutif qui peut uniquement utiliser les projets de loi ou des décrets de loi qui doivent être signés par le Président de la République et discutés au Parlement. Chez nous, un projet de loi entre au Parlement, doit être débattu dans les commissions, ensuite, est examiné par les deux chambres du Parlement et, à la fin, la loi n'est plus qu'un parent très lointain du projet de loi initial.
Eh bien, nous estimons que de nos jours, avec les changements rapides, nous avons besoin de décisions rapides également, et donc, nous pensons à un système à la française de semi-présidentialisme qui pourrait fonctionner aussi en Italie et non pas en le reprenant tel quel, avec, par exemple, une seule élection du Parlement et du Président le même jour et à un seul tour. C'est juste une piste de départ. Nous n'avons pas communiqué de nouvelles officielles. Nous avons présenté un premier projet au chef de l'Etat qui doit être ensuite débattu au Parlement, au sein des groupes politiques de la majorité et de l'opposition et, ensuite, sera présenté au Parlement qui pourra donc en débattre afin d'élaborer la forme constitutionnelle qui répond le mieux aux intérêts de notre pays.
LE PRESIDENT - Voilà, pour cinq minutes, on avait la joie d'être dans la vie politique italienne. Merci. Questions ?
QUESTION -- Les écarts de taux d'intérêt atteignent des records au détriment de la Grèce. N'est-il pas temps, au-delà des manifestations verbales de soutien, d'activer le plan sur lequel les Seize de la zone euro se sont entendus à Bruxelles récemment ? Et, deuxième point, les accords,

signés aujourd'hui par la France et l'Italie de coopération nucléaire pourraient déboucher, selon vous, sur la construction de combien de réacteurs par la France en Italie ?
LE PRESIDENT - Les autorités grecques ont pris des mesures courageuses pour redresser la situation de leurs finances publiques. Un plan de soutien a été approuvé par l'ensemble des Etats de la Zone Euro. Nous sommes prêts à l'activer à tout moment pour venir en aide à la Grèce. Il appartient à la Grèce et aux Etats de la Zone Euro, sur recommandation de la BCE et de la Commission européenne, de décider si les conditions sont réunies pour l'activer.
Je ferai juste le commentaire suivant. Chaque fois que l'Europe a été confrontée à une crise, la crise financière avec le plan bancaire dont parlait le Président BERLUSCONI, la crise hongroise, la crise lettone, l'Europe a su réagir en temps et en heure. Que personne ne doute qu'il en sera de même s'agissant de la Grèce et je peux vous dire que l'analyse de l'Italie et de la France sur ce sujet est exactement la même.
M. SILVIO BERLUSCONI -- Je suis complètement d'accord avec le Président SARKOZY.
LE PRESIDENT -- Et sur le nucléaire, tu es d'accord aussi avec moi ?
M. SILVIO BERLUSCONI -- Ah sur le nucléaire, excusez-moi. Nous étions, par le passé à l'avant-garde dans le secteur nucléaire et Enrico FERMI qui a découvert l'énergie nucléaire était Italien. En 1964, nous avions déjà une centrale, un réacteur et, ensuite, deux autres. Ensuite, il y a eu une levée de boucliers de la part des Verts, des écologistes. Et suite à un référendum, le peuple italien avait décidé de renoncer à cette source énergétique. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui les citoyens et les entreprises payent leur électricité environ 30% de plus par rapport aux autres entreprises et aux autres citoyens européens. Cela est évidemment un problème en termes, par exemple, de compétitivité. Donc, la décision de relancer le nucléaire est une décision nécessaire. Nous devons convaincre les citoyens qui vivent dans les zones où seront construits ces réacteurs qu'il s'agit de centrales totalement sûres.
Le Président SARKOZY me rappelait que beaucoup de centrales françaises, de toute façon, sont situées près des Alpes, donc de notre frontière. Par conséquent, si jamais -- c'est impensable - mais s'il devait y avoir un accident, les conséquences seraient ressenties également en Italie. Nous pensons lancer des campagnes à la télé et aussi en coopération avec les télévisions françaises pour faire des interviews, pour faire connaître au peuple italien l'opinion de ceux qui, en France, vivent près des centrales nucléaires.
Donc, il y aura effectivement toute une période de maturation, de préparation de l'opinion publique italienne.
Merci.